

Le protocole sur le commerce illicite : une analyse coûts-bénéfices

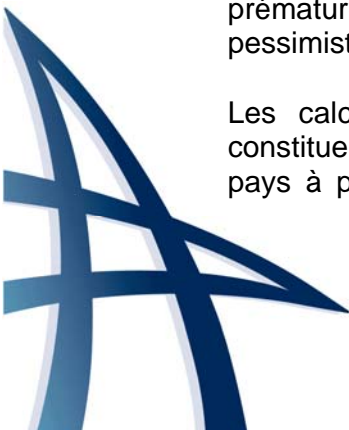
Un nouveau rapport de recherche commandité par l'organisation Action sur le tabagisme et la santé (Action on Smoking and Health) au Royaume-Uni (RU) démontre les bénéfices éventuels sur le plan financier et sanitaire dont le Royaume-Uni pourrait jouir avec un protocole ferme sur le commerce illicite. Il offre aussi une méthodologie que d'autres chercheurs pourraient utiliser pour analyser les impacts possibles du protocole dans leurs propres pays. Il offre des preuves concrètes en faveur d'un protocole ferme, suggérant, une fois de plus, que ceci peut mener à des avancées majeures dans le domaine de la santé publique.

Le rapport, « *Analyse coûts-bénéfices du protocole de la CCLAT sur le commerce illicite des produits du tabac* » par Paul Johnson évalue l'impact du protocole au RU, y compris l'identification et la quantification de tous les bénéfices et les coûts associés au protocole et le calcul des bénéfices nets. Un bon protocole devrait aider à freiner la contrebande du tabac et à restreindre la disponibilité des produits du tabac à prix bas et passés en contrebande ou contrefaits. Si les produits illicites du tabac sont moins disponibles, les fumeurs, confrontés à des prix plus élevés, devraient réduire leur consommation ou tout simplement cesser de fumer. Cela va améliorer leur santé et longévité entraînant ainsi plusieurs bénéfices tels que des économies pour le système des soins de santé, une productivité améliorée et une production plus élevée ainsi que des vies sauvées (des décès prématurés évités).

Le cadre coûts-bénéfices utilisé dans ce rapport est une approche générale à l'évaluation des interventions gouvernementales. De telles analyses aident les gouvernements à mieux comprendre si une intervention est susceptible de constituer une « optimisation de ressources » et de choisir l'intervention la plus économique à partir des diverses possibilités.

Le rapport indique que dans la plupart des scénarios possibles, les bénéfices du protocole sont susceptibles de dépasser ses coûts, cela même en prenant en compte uniquement les bénéfices devant revenir au RU. Notre principale estimation des bénéfices monétaires nets revenant au RU (en supposant une adhésion importante au protocole sur le plan international) est de 5,7 milliards de livres sterling (en termes de valeur actuelle nette) ainsi que 760 décès prématurés évités annuellement. Même dans les suppositions les plus pessimistes, les bénéfices sont susceptibles de l'emporter sur les coûts.

Les calculs pour les autres pays seront différents. Les coûts salariaux constituent une frange importante du total et ils varieront considérablement de pays à pays. De ce fait, les coûts applicables au RU ne devraient pas être



considérés comme pouvant être directement applicables aux autres pays. Le RU se caractérise par un marché illicite assez important, la grande partie de la consommation légale étant des cigarettes fabriquées localement et des mesures importantes ayant déjà été prises par le gouvernement et les fabricants. Là où il y a actuellement peu de mesures initiées par le gouvernement et les fabricants, les coûts supplémentaires peuvent être plus élevés qu'au RU. Inversement, les bénéfices peuvent être plus conséquents.

En effet, il s'agit évidemment d'un protocole international. Les coûts et plus particulièrement les bénéfices dépendront des actions initiées par d'autres pays. Plus il y aura de pays qui mettront en œuvre le protocole, plus ce sera bénéfique au RU. Aussi, si le RU met en œuvre le protocole, cela engendrera des bénéfices pour les autres pays, de tels bénéfices n'ayant, toutefois, pas été calculés dans le rapport.

L'efficacité du protocole est susceptible de dépendre de son champ d'action géographique :

- Si le protocole est ratifié uniquement par les États-membres de l'UE, il aiderait à freiner la contrebande des marques britanniques authentiques, mais son impact sur les cigarettes contrefaites et les « blanches à prix bas»¹ pourrait être limité. Le rapport évalue la baisse possible du le commerce illicite au RU sous ce scénario entre 5 à 15 % ;
- Si, d'autre part, la plupart des pays au monde qui sont signataires de la CCLAT ratifient et mettent en œuvre le protocole, celui-ci devrait être très efficace entraînant, sur son passage, de possibles baisses de l'ordre de 60 à 80 % du le commerce illicite au RU ;
- Finalement, si le protocole est ratifié par l'UE et quelques autres pays où les blanches contrefaites et à prix bas sont actuellement fabriquées, l'impact est susceptible d'être considérable dans un premier temps. Cependant, avec le temps, il peut y avoir une baisse dans l'efficacité du protocole en raison du fait que les fabricants des produits contrefaits pourraient se « reloger » dans d'autres régions qui ne sont pas couvertes par ce protocole. Sous ce scénario, le rapport évalue les baisses probables dans le commerce illicite au RU entre 25 et 50 %.

Si les cigarettes à prix bas et le tabac roulé à la main deviennent rares, ceux qui achètent ces produits seront confrontés à des prix plus élevés et réduiront, par conséquent, leur consommation ou même cesser de fumer.

Une faible prévalence du tabagisme entraînerait plusieurs bénéfices :

- Frais réduits au niveau des soins de santé
- Production accrue suite à la baisse du taux de mortalité
- Taux d'absentéisme réduit
- Des années de vie gagnées

¹ Marques étrangères qui n'ont pas un marché légal au RU ou dans les autres pays de l'UE.¹

Le rapport attribue une valeur monétaire aux trois premiers bénéfiques. Globalement, les bénéfiques du protocole sont plus importants que les coûts sous les trois scénarios sur l'efficacité du protocole :

- Le scénario de « l'UE uniquement » donne lieu à de maigres bénéfiques nets positifs avec la principale estimation variant entre 0,1 milliards (pour une réduction de 5 %) et £0,9 milliards de livres sterling (pour une réduction de 15 % de la taille du marché du commerce illicite) ;
- Pour les scénarios « l'UE et d'autres pays », les estimations principales des bénéfiques nets varient entre 1,6 milliards et 3,4 milliards de livres sterling (pour des réductions de 25 % et de 50 % respectivement de la taille du marché) ; et
- Le scénario « au niveau mondial » produit toujours des bénéfiques nets importants (l'estimation principale varie entre 4,1 milliards et 5,7 milliards de livres sterling).

Le rapport évalue également l'impact du protocole sur le nombre de décès dus aux maladies liées au tabagisme et trouve que, si le marché illicite est considérablement réduit (de 60 % à 80 %), quelque 596 à 759 décès seraient évités annuellement (basé sur notre estimation principale).

Finalement, même si les estimations du rapport sont spécifiques au RU, l'analyse pourrait être facilement répétée pour d'autres pays. Le tableau ci-dessous démontre les mesures que le rapport recommande pour une évaluation de l'impact du protocole sur toute partie le ratifiant.

Le rapport peut être téléchargé dans son intégralité sur le site Web de l'ASH à l'adresse www.ash.org.uk/illicittradeprotocol/CBA

Les mesures pour une analyse des coûts et des bénéfiques du protocole sur le commerce illicite	
	Mesures
A: Les coûts	<p>A1. Identifier les éléments 'supplémentaires' du protocole. Par exemple, si tous les protagonistes de la chaîne d'approvisionnement détiennent déjà des licences, il n'y a pas lieu de se pencher davantage sur cet aspect.</p> <p>A2. Pour tous les éléments supplémentaires, évaluer les coûts pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les fabricants et les transformateurs primaires ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Les grossistes et les courtiers ; - Les importateurs, les exportateurs, les entreposeurs et les distributeurs - Les détaillants ; - Le gouvernement
<p>B: Les bénéfiques</p>	<p>B1. Recueillir des informations sur la taille actuelle du marché illicite, le nombre de personnes achetant les produits illicites et les prix des produits licites et illicites. Calculer le prix moyen payé par ceux qui achètent des produits illicites.</p> <p>B2. Réviser les suppositions sur les élasticités de la demande, les risques relatifs pour les ex-fumeurs et les taux de mortalité par âge et statut de fumeur car ils peuvent varier de pays en pays.</p> <p>B3. Pour toute réduction dans la taille du marché illicite (de 0 % à 100 %), évaluer l'impact sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le prix moyen payé ; et - La prévalence du tabagisme (en utilisant l'élasticité de la prévalence du tabagisme). <p>B4. En utilisant les données sur la prévalence du tabagisme au fil du temps, diviser la population en fumeurs, non-fumeurs et ex-fumeurs (ces derniers doivent aussi être divisés en durée de période de sevrage tabagique).</p> <p>B5. Évaluer le 'point de départ', c'est-à-dire, les frais actuels des soins de santé relatifs au tabagisme, le nombre de décès liés au tabagisme et les taux d'absentéisme par statut de fumeur.</p> <p>B6. Pour toute réduction de la taille du marché illicite, les 'mouvements' d'un modèle de population de fumeurs à ex-fumeurs et non-fumeurs au fil du temps.</p> <p>B7. Évaluer l'impact des mouvements de la population sur les frais des soins de santé, le nombre de décès liés au tabagisme (par âge) et l'absentéisme. Exprimer ces impacts en termes monétaires (en appliquant les taux de salaire appropriés, si applicable).</p>
<p>C: Bénéfices nets</p>	<p>C1. Calculer les bénéfices nets comme les bénéfices bruts moins les coûts totaux</p> <p>C2. Analyser la sensibilité des résultats, c'est-à-dire, évaluer les différences dans les bénéfices nets sous les suppositions les plus prudentes et les suppositions les plus optimistes (si applicable).</p> <p>C3. Conclusions et recommandations</p>